

Le service civil est largement soutenu Rapport d'activités CIVIVA 2018

L'année 2018 a été marquée par la consultation sur les modifications de la loi sur le service civil (LSC). Avec la nouvelle loi, le Conseil fédéral veut fortement restreindre l'accès au service civil pour assurer le maintien des effectifs de l'armée. CIVIVA rejette le projet et envisage de lancer le référendum. Une modification de la loi sur le service civil doit se concentrer sur le service civil et non tenter de résoudre les problèmes propres à l'armée, dont l'existence n'est même pas établie : jusqu'à ce jour, aucune étude reposant sur des données quantitatives n'a démontré que les effectifs de l'armée seraient mis en péril par le service civil. Seules l'État-major de l'armée et certains politiciens affirment qu'il y aurait besoin d'intervenir.

Malgré les attaques, le service civil est largement soutenu. L'engagement de Rosmarie Quadranti, conseillère nationale PBD, au sein du comité depuis cette année le montre bien. D'une part, avec Lisa Mazzone (Les Verts) et Rosmarie Quadranti (PBD) au comité de CIVIVA, la fédération est représentée à Berne par deux femmes compétentes en matière de politique de sécurité. D'autre part, avec Philip Danuser, un établissement d'affectation supplémentaire (Grünwerk) est représenté au comité. Cela montre non seulement l'aspect politique du service civil mais aussi l'ancrage de CIVIVA auprès des établissements d'affectation et des civilistes.

Objectifs

CIVIVA veut maintenir et promouvoir un service civil de qualité. Comme association faîtière suisse, nous nous engageons à représenter les revendications des civilistes et des établissements d'affectation les employant. CIVIVA veut un service civil attractif et prometteur pour la Suisse ! Le comité a ainsi défini au printemps 2017 cinq objectifs concrets :

- Reconnaissance par une majorité politique que le service civil est un service qui a du sens.
- Engagement politique des établissements d'affectation et des civilistes pour le développement du service civil.



- Garantie des mêmes conditions d'accès et d'exécution indépendamment du moment de l'entrée au service civil.
- Informations équilibrées lors de la journée d'information sur l'ensemble des possibilités d'accomplir l'obligation de servir.
- Possibilité d'effectuer un service civil à temps partiel.

Activités

CIVIVA se concentre sur le travail auprès du public et sur la défense de nos intérêts vis-à-vis des élus et de l'administration. Dans ce but, CIVIVA s'appuie, outre l'aide de nombreux bénévoles, sur un secrétariat professionnel composé du secrétaire général, Nicola Goepfert, du responsable romand, Florian Schweri, et du responsable de rédaction du journal, Gregor Szyndler.

Communauté

- Groupes de travail : Les groupes de travail permettent d'approfondir les contacts avec les établissements d'affectation et les personnes intéressées. L'engagement dans les groupes de travail « établissements d'affectation », « civilistes » et « politique » complète efficacement le travail de l'association.
- Entretiens de conseil : Depuis de nombreuses années, CIVIVA soutient, par une équipe de conseillers, les personnes ayant des questions à propos du service civil ou de l'obligation de servir en général. Cette année, grâce à un nouveau formulaire en ligne, nous avons pu renforcer notre activité dans ce domaine.

Défense des intérêts

- Parlementaires : CIVIVA suit attentivement l'actualité politique à propos du service civil et entretient régulièrement des contacts avec des politiciennes et politiciens de différents partis. Ceci permet un échange et un soutien professionnel sur les questions touchant le service civil.
- Politique : CIVIVA est active au plan politique. Les conseillères nationales membres du comité portent donc des revendications pour plus de transparence dans les chiffres liés à l'armée et au service civil ou pour la réhabilitation des objecteurs de conscience. Plusieurs autres motions sont également en suspens.



- Consultation : CIVIVA a mobilisé de nombreux établissements d'affectations et autres organisations pour les convaincre de déposer une prise de position et de rejeter les mesures proposées. Beaucoup ont utilisé le modèle de réponse et l'avis de droit fournis par CIVIVA.
- Office fédéral pour le service civil : CIVIVA rencontre régulièrement le chef de l'office fédéral pour le service civil (anciennement organe d'exécution) pour lui faire part de ses requêtes, discuter des développements actuels et trouver des opportunités de collaboration entre l'administration et la fédération.

Travail auprès du public

- Le Monde Civil: Le magazine bilingue de la fédération paraît quatre fois par an et informe sur l'actualité, les possibilités d'affectation ainsi que sur les questions de fond relatives au service civil. Notre magazine sert également de plate-forme pour les annonces des établissements d'affectation.
- Médias : En 2018, CIVIVA a pris activement position dans les médias à propos des décisions politiques concernant le développement du service civil. Nous avons pu davantage prendre position dans les médias et lors de débats publics, en particulier en Suisse romande.

Membres et comité

CIVIVA existe depuis 2010, est indépendante des partis politiques et peut compter sur le soutien d'un large spectre de partis et d'organisations. À fin 2018, CIVIVA comptait 131 membres collectifs, 741 membres individuels et 449 abonnés au Monde Civil, dans toute la Suisse.

Diverses tendances politiques et plusieurs langues sont représentées au sein du comité, qui dirige les activités de l'association. Suite à l'assemblée générale du 12 mars 2018, il se compose des onze membres suivants :

- **Lisa Mazzone (Co-Présidente)** – conseillère nationale, vice-présidente des Verts suisses, membre de la commission de la politique de sécurité, Genève (GE).
- **Samuel Steiner (Co-Président)** – civiliste, sociologue, collaborateur scientifique, radioamateur, Starrkirch-Wil (SO).



- **Rosmarie Quadranti** – conseillère nationale, présidente du groupe PBD, membre de la commission de la politique de sécurité, Zürich (ZH).
- **Philip Danuser** – ingénieur en environnement, responsable adjoint du domaine « service civil » à l’association Grünwerk, ancien civiliste, Zürich (ZH).
- **Ruedi Tobler** – Président du Conseil suisse pour la paix, comité de pilotage KOFF (plateforme suisse de promotion de la paix), activiste de longue date pour la paix, Lachen (AR).
- **Piet Dörflinger** – membre du groupe de conseil, ancien responsable de la permanence zivildienst.ch, Wintersingen (BL).
- **Ilias Panchard** – ancien civiliste, chargé de campagne et communication, conseiller communal, Lausanne (VD).
- **Alois Vontobel** – groupe de travail « civilistes », douanier et traducteur, civiliste, Münchenstein (BL).
- **Stefano Giamboni** – groupe de travail « établissements d’affectation », représentant de la Suisse italienne, membre du comité du Centro per la nonviolenza della Svizzera italiana (CNSI), ingénieur, La Chaux-de-Fonds (NE).
- **Lukas Kuster** – groupe de travail « civilistes » et « établissements d’affectation », membre du groupe de conseil, assistant I+D, civiliste, Winterthur (ZH).
- **Jérémy Juvet** – civiliste, politologue, engagé dans la coopération internationale, Genève (GE).

